



Fermeture de France•Ô

Désarroi, gâchis, comment les 300 salariés de Malakoff, les 10.000 salariés de france•tv, les producteurs ultra-marins et hexagonaux peuvent accepter l'arrêt d'une chaîne de service public ?

C'est un profond regret et beaucoup de colère que représente la fermeture de France•Ô ce 23 août 2020. L'annonce faite au cœur de l'été est d'autant plus brutale que France•4 en sursis... Pourtant, ces deux chaînes ont fait leurs preuves et leurs salariés n'ont pas démérité. France•4 a été prolongée pour une année à la suite de son succès auprès de la jeunesse pendant le confinement, ses programmes éducatifs ayant été largement regardés... par tous ! Les collègues de France•Ô essayaient eux de défendre, au même moment, leurs journaux, comme celui d'*info soir*. Pendant cette pandémie, nous étions tous touchés, Mayotte, Polynésie française, Martinique, Guadeloupe, Nouvelle-Calédonie, Guyane, Réunion, Saint-Pierre-Et-Miquelon, Wallis et Futuna. La déception est immense, France•Ô fut là pour mener à bien ses missions, mais au sein du Gouvernement notre sort semblait avoir été scellé. La TNT peut offrir à tous l'accès aux programmes du service public, ce que ne permet pas le numérique qui nécessite les outils informatiques coûteux. Alors, l'arrêt du signal TNT de France•Ô entrainera bien plus que des injustices, surtout un renoncement à nos missions de service public.

Il est bien illusoire de tout miser sur la transition vers les offres numériques de France Télévisions, en sabrant ce qui a été construit jusque-là via cette chaîne sous prétexte de « faire des économies ». C'est une erreur politique, d'autant que « faire des économies » n'est jamais un projet. France•Ô méritait un futur au lieu d'une exécution sommaire. Méfions-nous des condamnations

radicales au nom de la « nouvelleté », comme le disait Montaigne. Car il avait été annoncé jadis la mort de la télévision (comme avait été annoncé jadis la mort de la radio lors de l'avènement de la TV), et pourtant la télé « de papa » est toujours bien là avec ses millions de téléspectateurs en direct pour toutes les émissions-phares ! Soyons réalistes, la télé « de papa » fait le spectacle en lieu et place de tout le reste : le spectacle du défilé du 14 juillet avait lieu à la télé et non ailleurs, rassemblant des millions de personnes et faisant consensus autour d'un projet commun.



France•Ô restera dans nos mémoires la chaîne de la diversité culturelle, offrant une visibilité à toutes les composantes qui fondent l'identité de la communauté nationale dont les populations ultramarines sont des socles incontournables. Les territoires que sont nos pays d'Outre-mer sont autant de nous-mêmes : Mayotte, Polynésie française, Martinique, Guadeloupe, Nouvelle-Calédonie, Guyane, Réunion, Saint-Pierre-Et-Miquelon, Wallis et Futuna sont également neuf noms de la République, au même titre que les départements de l'hexagone.

France•Ô n'a pas à payer les erreurs commises par des directions qui se sont succédées avant 2018, date de la décision initiale du Gouvernement. Directions qui n'ont pas su –pu-développer la visibilité des pays d'outre-mer où il y a tant à partager. Du scandale du chlordécone aux festivités des carnivals traditionnels, de la vie politique intense aux mouvements associatifs actifs, il y a tant à informer, divertir et éduquer. Mais bien des négligences font payer un lourd

tribut à tous ceux qui auraient dû profiter de cette chaîne dont le futur pouvait être prometteur.

FO regrette cette décision de fermer le signal TNT de France•Ô. C'est pourquoi Force Ouvrière réitère sa demande un moratoire pour une nouvelle offre audiovisuelle avec des objectifs correspondants aux missions que l'Etat a imparties à la Télévision publique des Outre-Mer.

Paris, le 21 août 2020